

Annexe 3 - CONDITIONS GENERALES DE VENTE DE LA SOCIÉTÉ STM

Lexique

« **Commande** » : Toute prestation de services vente à distance

« **Client** » : Acheteur ou Partie

« **Vendeur** » : Partie

« **Livraison** » : la livraison court à compter de la remise du Produit au Client ou à compter de l'exécution de la prestation de services

« **Passation de commande** » : achat par le Client de produits et / ou services sur le site internet du Vendeur, après validation des Conditions Générales et paiement

« **Consommateur** » : toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité professionnelle

« **Acheteur non-professionnel** » : toute personne morale qui n'agit pas à des fins professionnelles

« **Professionnel** » : toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui agit à des fins entrant dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole, y compris lorsqu'elle agit au nom ou pour le compte d'un autre professionnel

Préambule

Toute commande sur le site internet stm-boutique du Vendeur implique de plein droit acceptation par l'Acheteur (Consommateurs, Non-Professionnels et Professionnels) des présentes Conditions Générales de vente (CGV), sans aucune réserve, complétées le cas échéant par les conditions particulières du Vendeur, pour la fourniture de tous les services et produits suivants :

Matériels , accessoires d'aspiration centralisée

Le Client renonce à se prévaloir de tout autre document.

Le Vendeur précise que des écarts minimes entre la description du produit, les photographies présentées sur le site internet et l'article commandé peuvent exister.

Ces CGV peuvent faire l'objet d'une modification ultérieure, la version applicable à la commande du Client est celle en vigueur au jour de la passation de la commande.

Dans le cas où des conditions particulières seraient négociées préalablement avec le Client, celles-ci prévaudront sur les présentes CGV.

Article liminaire - Mentions légales du Vendeur

SAS STM société technique de matériels

18 Allée des Eglantines 38690 Le Grand Lemps

800 165 078 R.C.S Vienne

FR65800165078

stm38.contact@gmail.com

09 52 28 53 31 / 06 30 07 34 41

www.stm-boutique.fr

Article 1^{er} - Commandes

Toute commande du Client ne sera valide qu'après respect du processus de passation de commande selon les modalités suivantes.

Vous effectuez votre sélection en parcourant les pages de notre site. Vos sélections sont ajoutées dans votre panier lorsque vous cliquez sur "ajouter ce produit au panier". A tout moment de votre navigation sur notre site, vous pouvez valider votre commande en cliquant sur "valider ma commande".

Le Client accepte sans réserve les présentes conditions générales de vente. Ainsi, le Client devra cocher une case prévue à cet effet avant d'effectuer le paiement de sa commande.

Une fois la commande passée, le Vendeur adresse au Client un email de confirmation de passation de commande.

Aucune annulation de la commande ne sera acceptée après validation et paiement de celle-ci hormis les cas dans lesquels le droit de rétractation est applicable conformément à l'article 6 des présentes.

Il est précisé que le prix de la commande est payable au comptant par le Client et en totalité au jour de la commande

Article 2 - Prix

Le Vendeur fournit des produits et / ou prestations de services au tarif en vigueur au jour de la passation de la commande.

Ces tarifs s'entendent toutes taxes comprises (TTC) (hors taxes et part TVA) et en euros, incluant les frais de livraison.

Les tarifs indiqués sur le site internet sont fermes et définitifs et sont applicables au jour de la passation de la commande.

Article 3 - Conditions de paiement

Le prix est payable comptant en totalité au jour de la passation de la commande selon les modalités suivantes :

- Carte bancaire : Visa, Mastercard, American Express, autres cartes bancaires - Paypal
- Téléphone
- Chèque bancaire pour toute commande supérieure ou égale à ... euros TTC et émis d'une banque domiciliée en France métropolitaine ou à Monaco
- Autres moyens de paiement

Les données de paiement échangées sont en mode crypté grâce au protocole : HTTPS Ce protocole utilise une couche nommée encryption SSL qui s'assure de l'intégrité et la confidentialité de toutes les données transmises à travers la couche réseau TCP/IP

Aucun escompte ne sera accordé à l'Acheteur en cas de paiement au comptant.

Sur productions de justificatifs, le Vendeur pourra réclamer des frais complémentaires à la somme précédemment citée.

Pour tout impayé, le Vendeur se réserve le droit de refuser à l'Acheteur toute nouvelle commande.

Le Vendeur ne tolérera aucune compensation de créances et dettes réciproques.

Article 4 - Réserve de propriété

Le Vendeur demeure propriétaire des produits vendus jusqu'au complet paiement du prix par le Client.

Ce droit de réserve de propriété permettra alors au Vendeur de revendiquer les produits vendus et impayés.

Le Client s'interdit, jusqu'au paiement complet de la commande, de vendre ou louer les produits achetés.

Le transfert des risques (perte et détérioration du produit) interviendra dès la livraison des produits.

Pour les professionnels :

Le transfert des risques (perte et détérioration du produit) interviendra dès l'envoi de la commande.

Article 5 - Livraisons

La livraison des produits interviendra conformément au délai indiqué lors de la passation de commande.

Pour les consommateurs et non-professionnels :

Le Vendeur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour livrer les produits commandés par le Client dans le délai précisé à la commande.

Toutefois, si les produits commandés n'ont pas été livrés dans le délai indiqué, pour toute autre cause que la force majeure ou le fait du Client, la vente pourra être résolue à la demande écrite du Client dans les conditions prévues aux articles L. 216-2, L. 216-3 et L. 241-4 du Code de la consommation.

Les sommes versées par le Client lui seront alors restituées dans le délai de 14 jours à compter de la date de dénonciation du contrat, à l'exclusion de toute indemnisation ou retenue.

Il est de la responsabilité du Client de communiquer au Vendeur ses coordonnées précises ainsi que toute indication utile à la bonne livraison de la commande.

En cas de transmission d'informations erronées entraînant des frais complémentaires pour le Vendeur, ceux-ci seront à la charge du Client.

Au moment de la livraison, le Client devra immédiatement et expressément émettre des réserves relatives aux défauts constatés.

Si la livraison est effectuée par transporteur, toute réserve devra être émise dans un délai maximal de 72 heures en cas d'avaries sur la livraison (Article L. 133-3 du Code de commerce). A défaut, la responsabilité du transporteur ne pourra plus être engagée.

Le Vendeur propose, en outre, la livraison gratuite dans sa boutique située à 48 rue Eugène Perrin 38690 Colombe

Article 6 - Droit de rétractation

Le Client consommateur et le Client non-professionnel bénéficie d'un droit de rétractation de 14 jours à compter de la réception du/des produit(s) commandé(s) ou à compter de la passation de commande de services, sans avoir à justifier de motifs, ni à payer de pénalités, aux fins d'échange ou de remboursement.

S'agissant des produits, ils doivent être retournés dans leur emballage d'origine et en parfait état, dans les 14 jours suivants la notification au Vendeur de la décision de rétractation du Client.

A défaut du respect de ce délai par le Client, le Vendeur sera en droit de différer le remboursement jusqu'à récupération du produit ou jusqu'à ce que le Client ait fourni une preuve de l'expédition du produit.

Les frais de retour du produit demeurent à la charge du Client.

Le droit de rétractation peut être exercé par le Client à l'aide du formulaire de rétractation se trouvant en fin des présentes, envoyé par lettre recommandée avec avis de réception.

Ce droit peut également s'exercer en ligne ou par courriel à « stm38.contact@gmail.com », adressé au Vendeur, lequel devra confirmer la prise en compte de la demande du Client.

Articles 7 -Garanties

1. La garantie légale de conformité

L'acheteur bénéficie d'un délai de 2 ans pour un bien neuf ou de 12 mois pour un bien d'occasion à compter de la délivrance du bien pour agir. Il peut choisir entre la réparation ou le remplacement du bien, sous réserve des conditions de coût prévues par l'article L. 217-9 du code de la consommation. Il est dispensé de rapporter la preuve de l'existence du défaut de conformité durant les 24 mois suivant la délivrance du bien.

[Article L. 217-4 du code de la consommation](#)

Le bien est conforme au contrat s'il répond notamment, le cas échéant, aux critères suivants :

- 1° Il correspond à la description, au type, à la quantité et à la qualité, notamment en ce qui concerne la fonctionnalité, la compatibilité, l'interopérabilité, ou toute autre caractéristique prévues au contrat ;
- 2° Il est propre à tout usage spécial recherché par le consommateur, porté à la connaissance du vendeur au plus tard au moment de la conclusion du contrat et que ce dernier a accepté ;
- 3° Il est délivré avec tous les accessoires et les instructions d'installation, devant être fournis conformément au contrat ;
- 4° Il est mis à jour conformément au contrat.

[Article L. 217-5 du code de la consommation](#)

I.- En plus des critères de conformité au contrat, le bien est conforme s'il répond aux critères suivants :

- 1° Il est propre à l'usage habituellement attendu d'un bien de même type, compte tenu, s'il y a lieu, de toute disposition du droit de l'Union européenne et du droit national ainsi que de toutes les normes techniques ou, en l'absence de telles normes techniques, des codes de conduite spécifiques applicables au secteur concerné ;
- 2° Le cas échéant, il possède les qualités que le vendeur a présentées au consommateur sous forme d'échantillon ou de modèle, avant la conclusion du contrat ;
- 3° Le cas échéant, les éléments numériques qu'il comporte sont fournis selon la version la plus récente qui est disponible au moment de la conclusion du contrat, sauf si les parties en conviennent autrement ;
- 4° Le cas échéant, il est délivré avec tous les accessoires, y

compris l'emballage, et les instructions d'installation que le consommateur peut légitimement attendre ; 5° Le cas échéant, il est fourni avec les mises à jour que le consommateur peut légitimement attendre, conformément aux dispositions de l'article L. 217-19 ; 6°

« 6° Il correspond à la quantité, à la qualité et aux autres caractéristiques, y compris en termes de durabilité, de fonctionnalité, de compatibilité et de sécurité, que le consommateur peut légitimement attendre pour des biens de même type, eu égard à la nature du bien ainsi qu'aux déclarations publiques faites par le vendeur, par toute personne en amont dans la chaîne de transactions, ou par une personne agissant pour leur compte, y compris dans la publicité ou sur l'étiquetage.

II.- Toutefois, le vendeur n'est pas tenu par toutes déclarations publiques mentionnées à l'alinéa qui précède s'il démontre :

1° Qu'il ne les connaissait pas et n'était légitimement pas en mesure de les connaître ;

2° Qu'au moment de la conclusion du contrat, les déclarations publiques avaient été rectifiées dans des conditions comparables aux déclarations initiales ; ou

3° Que les déclarations publiques n'ont pas pu avoir d'influence sur la décision d'achat.

III.- Le consommateur ne peut contester la conformité en invoquant un défaut concernant une ou plusieurs caractéristiques particulières du bien, dont il a été spécifiquement informé qu'elles s'écartaient des critères de conformité énoncés au présent article, écart auquel il a expressément et séparément consenti lors de la conclusion du contrat. ».

Dans le même encadré il manque les articles L. 217-7, L. 217-8, L. 217-9, L. 217-12 et L. 217-13 du Code de la consommation.

Le deuxième point (à la suite du premier point sur la garantie légale de conformité) relatif à la garantie légale des vices cachés est manquant (articles 1641 et 1648 du Code civil).

Dans la partie relative aux coordonnées du médiateur de la consommation, la phrase suivante peut être supprimée : « Coordonnées complètes du Médiateur de la consommation auprès duquel le Vendeur est affilié ». Également, s'il y a un lien internet pour la saisine du médiateur, vous devez l'indiquer dans les coordonnées.

Le formulaire de rétractation ne concerne que les clients particuliers

La garantie légale de conformité s'applique indépendamment de la garantie commerciale.

Les fabricants des marques suivantes ont des garanties spécifiques (voir les conditions et modalités dans les fichiers joints) : HUSKY, DRAINVAC, ASPI SHOP et SOLUVAC.

HUSKY :

GARANTIE À VIE SUR LES PIÈCES DE L'UNITÉ MOTRICE

Les pièces de l'unité motrice HUSKY sont garanties pour la durée de vie du produit, étant précisé qu'elle est

estimée à 25 ans d'utilisation normale à compter de la date originale d'achat.

Pour les 5 premières années entières, à compter de la date originale d'achat de l'unité motrice, les frais de

main-d'œuvre demeureront à la charge de HUSKY.

Cette garantie ne s'applique que pour un usage résidentiel, et non pas pour les usages à caractère commercial ou industriel.

GARANTIE DE 12 MOIS POUR USAGE COMMERCIAL

L'unité motrice est garantie pour une période de 12 mois à compter de la date originale d'achat.

Pour les 12 premiers mois à compter de la date originale d'achat de l'unité motrice, les frais de main-d'œuvre

demeureront à la charge de HUSKY.

Cette garantie ne s'applique pas pour un usage à caractère industriel.

GARANTIE DE 12 MOIS POUR USAGE INDUSTRIEL SUR LES MODÈLES SECS ET HUMIDES PRO100 ET PRO200

La garantie est de 12 mois à compter de la date originale d'achat.

Pour les 12 premiers mois à compter de de la date originale d'achat de l'unité motrice, les frais de main-

d'œuvre demeureront à la charge de HUSKY.

GARANTIE DE SATISFACTION

Si dans les 12 mois suivant la date d'achat de l'unité motrice, la performance de cette dernière ne correspond

pas à vos attentes, elle pourra être retournée et vous recevrez un crédit applicable sur l'achat d'un modèle

supérieur.

SOLUVAC :

GARANTIE DE 10 ANS SUR LES PIÈCES DE L'UNITÉ MOTRICE ET DE 3 ANS SUR LA MAIN-D'ŒUVRE

Les pièces de votre unité motrice sont garanties 10 ans à compter de la date originale d'achat.

Pour les 3 premières années entières à compter de la date originale d'achat de l'unité motrice, les frais de

main-d'œuvre demeureront à la charge de SOLUVAC.

Cette garantie ne s'applique que pour un usage résidentiel, et non pas pour les usages à caractère commercial

ou industriel.

GARANTIE DE 12 MOIS POUR USAGE COMMERCIAL

L'unité motrice est garantie pour une période de 12 mois à compter de la date originale d'achat.

Cette garantie ne s'applique pas pour un usage à caractère industriel.

ASPI SHOP :

GARANTIE SUR LES PIÈCES DE L'UNITÉ MOTRICE

Les pièces de votre unité motrice sont garanties pour une durée de 5 ans à 100 % et de la 6 e à la 10 e année à 50

%, à compter de la date originale d'achat.

Les frais de main-d'œuvre demeureront à la charge du client.

Cette garantie ne s'applique que pour un usage résidentiel, et non pas pour les usages à caractère commercial

ou industriel.

GARANTIE SUR L'ASPIRATEUR CENTRAL ASPI SHOP

L'aspirateur central est protégé par une garantie à vie, sous réserve du respect des conditions mentionnées par

le fabricant.

Cette garantie s'applique uniquement pour un usage domestique.

GARANTIE POUR USAGE COMMERCIAL

Selon l'usage et l'installation, les appareils sont couverts à 100 % (sauf pièces d'usure) pour une période de 90 jours.

GARANTIE DES SETS DE NETTOYAGE ASPI SHOP

Les sets de nettoyage référencés par le fabricant et les accessoires qui y sont inclus sont garantis pour une

durée de 3 ans à partir de la date de facture d'achat.

Le set de nettoyage, sous la KIT-GARAGE et les accessoires qui y sont inclus sont garantis pour une durée de 1

an à partir de la date de facture d'achat.

DRAINVAC :

Selon les modèles référencés par le constructeur la garantie est de :

- 5 ans en usage domestique et 2 ans en usage pro ;

- 2 ans en usage domestique et 2 ans en usage pro.

Article 8 - Responsabilité

La responsabilité du Vendeur ne peut être retenue en cas notamment de piratage informatique de son site internet et / ou de son adresse email professionnel.

Toutefois, le Vendeur fait ses meilleurs efforts pour protéger son site internet de cyberattaques.

Le Client ne peut également pas rechercher la responsabilité du Vendeur dans l'hypothèse où le dysfonctionnement proviendrait de son propre matériel ou de son réseau de connexion.

Article 9 - Force majeure

La force majeure est définie comme un évènement échappant au contrôle des Parties aux présentes, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la passation de la commande et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêchant l'exécution de leurs obligations par les Parties.

A l'égard du Vendeur, est considéré comme un cas de force majeure :

tel qu'un incendie, une inondation ou une tempête qui détruit la totalité des locaux, une pénurie de matériaux, la fermeture administrative.

cas de force majeure, la partie empêchée devra informer l'autre partie sans délai de son impossibilité d'exécuter ses obligations.

En conséquence, l'exécution des obligations contractuelles sera suspendue et ne pourra, en aucun cas, permettre le versement de dommages et intérêts ou pénalités de retard.

Dès la fin de l'empêchement, les Parties reprendront le cours de l'exécution du contrat.

Si la reprise de l'exécution du contrat est impossible, le contrat sera résolu sans frais.

Article 10 - Propriété intellectuelle

Le Vendeur demeure propriétaire de tous les droits de propriété intellectuelle sur les études, dessins, modèles, prototypes, etc., réalisés (même à la demande du Client) en vue de la fourniture des services au Client. Le Client s'interdit donc toute reproduction ou exploitation desdites études, dessins, modèles et prototypes, etc., sans l'autorisation expresse, écrite et préalable du Vendeur qui peut la conditionner à une contrepartie financière.

En outre, le Vendeur interdit toute reproduction du contenu de son site internet (Texte, images, ...).

Article 11 - Confidentialité

Le Client s'engage à tenir strictement confidentielles toutes les informations concernant le Vendeur auxquelles il pourrait avoir accès à l'occasion de la commande, quel que soit le mode de communication desdites informations et plus particulièrement tout renseignement commercial, technique ou financier obtenu dans le cadre de son achat et susceptible de favoriser les intérêts d'une entreprise concurrente ou de nuire au Vendeur, même indirectement.

Sont considérées comme confidentielles par nature par le Client toute information commerciale, financière ou technique qui ne serait pas dans le domaine public.

Ne seront cependant pas considérées comme confidentielles les informations connues du

public ou qui seraient, postérieurement à la commande, connues du public de façon licite ou dont la divulgation aura expressément été autorisée par le Vendeur.

Le Client s'engage à respecter la présente obligation de confidentialité pendant un délai de 5 (cinq) ans à compter de la fin des relations contractuelles, quel qu'en soit le motif.

Article 12- Recours à la Médiation (Le recours à la médiation de la consommation est réservé aux Clients particuliers)

En cas de litige non résolu avec le Vendeur et avant toute saisine du tribunal, le Client dispose de la faculté de saisir un Médiateur de la consommation.

Au préalable, le Client aura l'obligation d'adresser au Vendeur une réclamation écrite.

A défaut d'accord entre le Vendeur et le Client, ce dernier disposera d'un délai d'un an à compter de sa réclamation pour saisir le médiateur de la consommation.

Les coordonnées sont les suivantes :

MCP Médiation 12 square Desnouettes Paris 75015.

Article 13 - Droit applicable - Litiges

Les commandes soumises aux présentes Conditions Générales de Vente sont régies par le droit français.

Elles sont rédigées en langue française. Dans le cas où elles seraient traduites en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

Si un litige se présente dans le cadre d'une commande (validité, interprétation, exécution, résiliation), il sera soumis aux juridictions de droit commun.

Pour les professionnels :

Les litiges relatifs à la commande (validité, interprétation, exécution, résiliation) sont soumis au tribunal compétent de Vienne

Article 14 - Protection des données personnelles

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dans sa version en vigueur et au Règlement européen (RGPD) n° 2016/679 dit RGPD, le Client est informé qu'un traitement de données à caractère personnel peut avoir lieu dans le cadre de la relation commerciale.

Les données obtenues sont nécessaires pour l'exécution de la présente commande et collectées dans le respect des obligations issues de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 et du RGPD.

Ces données pourront être transmises aux autorités judiciaires, à l'administration fiscale, aux officiers ministériels dans le cadre de leurs missions.

Elles seront conservées pendant toute la durée de la relation contractuelle et pendant une durée maximale de 5 ans à compter de la fin de la relation contractuelle conformément à l'article 2224 du Code civil.

Le Client est informé qu'il bénéficie d'un droit d'accès et de rectification de ses données à caractère personnel traitées, qu'il peut demander leur effacement, leur limitation et leur

portabilité dans les conditions prévues aux articles 17, 18 et 20 du RGPD. Il peut également exercer son droit à opposition dans les conditions prévues à l'article 21.

Toute réclamation peut être portée auprès de la CNIL - 8, Rue de Vivienne - 75083 PARIS Cedex 2 - Tél. : 01.53.73.22.22 - www.cnil.fr

Par ailleurs, le Client est informé qu'en cas de démarchage téléphonique, il dispose du droit à s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique « BLOCTEL ». Cette inscription peut se faire :

- Par voie électronique sur le site Internet bloctel.gouv.fr, ou,
- Par voie postale à l'adresse suivante : Service Opposetel - Service Bloctel, 6 rue Nicolas Siret, 10 000 Troyes

Formulaire de rétractation de commande (Contrats conclus à distance)

Annulation de commande

Code de la consommation, articles L. 221.18 à L. 221-28

Conditions d'utilisation

- compléter et signer ce formulaire ;
- l'envoyer par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel ou via l'espace clients ;
- utiliser l'adresse postale ou le courriel figurant aux conditions générales de vente ;
- l'expédier au plus tard le quatorzième jour à partir de la réception du produit ou passation de la commande pour une prestation de services ou, si ce délai expire normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le premier jour ouvrable suivant.

MODÈLE DE FORMULAIRE DE RÉTRACTATION

(Veuillez compléter et renvoyer le présent formulaire uniquement si vous souhaitez vous rétracter du contrat.)

A l'attention de [le professionnel insère ici son nom, son adresse géographique et, lorsqu'ils sont disponibles, son numéro de télécopieur et son adresse électronique] :

Je/nous (*) vous notifie/notifions (*) par la présente ma/notre (*) rétractation du contrat portant sur la vente du bien (*)/pour la prestation de services (*) ci-dessous :

Commandé le (*)/reçu le (*) :

Numéro Client :

Nom du (des) consommateur(s) :

Adresse du (des) consommateur(s) :

Signature du (des) consommateur(s) (uniquement en cas de notification du présent formulaire sur papier) :

Date :

(*) Rayez la mention inutile.

Copyright du Syndicat des Indépendants (S.D.I.)

Documents à l'usage exclusif des adhérents de l'organisation

Avertissement : Compte tenu des nombreuses situations qui peuvent se rencontrer, les formules proposées ne peuvent être considérées comme prêtes à l'emploi et constituent un simple guide de rédaction